1 3 III 1959

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

Constitutionnelle (2)

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 12 février 1959, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au prélèvement sanguin en vue du dosage de l'alcool et fixant la date de l'entrée en vigueur de la loi du 15 avril 1958 modifiant le Code d'instruction criminelle, la loi du 1er août 1899 portant révision de la législation et des règlements sur la police du roulage et l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse", a donné le 2 mars 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e februari 1959 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de bloedproef met het oog op het bepalen van het alcoholgehalte en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 15 april 1958 tot wijziging van het Wetboek van strafvordering, van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer en van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap", heeft de 2e maart 1959 het volgend advies gegeven :

Le présent projet est pris en exécution de la loi du 15 mars 1958 modifiant le Code d'instruction criminelle, la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage, et de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse.

Il a pour objet :

1° de fixer la date d'entrée en vigueur de cette loi;

2° de régler les modalités des prélèvements sanguins qu'elle prévoit et des analyses de ces prélèvements.

Il appelle diverses observations.

Article 1er, alinéa 1er.

Le refus, pour le médecin, de procéder à un prélèvement lorsqu'il en est requis, est puni des peines prévues par l'article 10 de la loi du 1er juin 1849 sur la revision des tarifs en matière criminelle.

Etant donné qu'il s'agit d'un texte peu connu des profanes, texte qui figure dans une loi dont l'intitulé n'est pas révélateur du contenu, et bien qu'il ne soit pas d'usage de rappeler dans un texte réglementaire des dispositions légales, il serait peut-être utile de se référer à la loi du 1er juin 1849, tant dans le texte du projet que dans le formulaire à remplir lors du prélèvement sanguin, de façon à attirer l'attention des médecins sur les conséquences d'un refus.

.../...

C'est au début de cet alinéa que devrait être rappelée la loi du 1er juin 1849 dont il a été parlé ci-avant.

Il paraît plus logique, dans l'énoncé des cas où le médecin peut s'abstenir de procéder au prélèvement, d'indiquer d'abord l'hypothèse où la raison de son abstention découle uniquement des constatations objectives faites par lui.

Alinéa 2.

Tel que le texte est rédigé, l'autorisation pour le médecin de remettre le rapport sous pli fermé est susceptible de deux interprétations. Suivant la première, le rapport doit toujours être remis à l'autorité requérante et si cette autorité n'est pas un magistrat, il peut être remis sous pli fermé. Suivant la seconde, le rapport pourrait être remis à un magistrat qui n'est pas l'autorité requérante et, dans ce cas, il pourrait être aussi remis sous pli fermé.

Le texte proposé ci-après pour l'article 1er a été rédigé en tenant compte de la première interprétation, qui paraît la plus vraisemblable, et de quelques modifications de pure forme :

.../...

" Sous les sanctions prévues par l'article 10 de la loi du 1er juin 1849 sur la revision des tarifs en matière criminelle, le médecin requis d'opérer un prélèvement sanguin, en vertu de l'article 44 bis du Code d'instruction criminelle ou de l'article 4 bis de la loi du 1er août 1899, ne peut s'abstenir de procéder à ce prélèvement que si ses constatations font apparaître une contre-indication formelle à cette mesure ou s'il reconnaît fondées les raisons qu'invoque, pour s'y soustraire, la personne qui doit subir la prise de sang".

Article 7.

L'article 7, alinéa 4, dispose que le § 2 de l'article 44 bis du Code d'instruction criminelle est applicable à l'expert appelé à effectuer l'analyse. Cette disposition ainsi exprimée oblige ceux qui doivent en connaître le sens - et ils pourraient être nombreux en ce qui concerne une réglementation comme celle qui fait l'objet du projet - de se référer à l'article auquel il est renvoyé pour apprendre qu'ils sont obligés de prêter serment. Il serait, dans ces conditions, préférable de dire explicitement dans l'arrêté que "l'expert prêtera serment de faire son rapport et de donner son avis en honneur et conscience".

Suivant l'article 44 du Code d'instruction criminelle, auquel le § 2 de l'article 44 bis renvoit, le serment sera prêté devant le "procureur impérial"; si un juge d'instruction a été chargé de l'instruction de l'affaire, c'est , par application de l'article 59 du même Code, entre ses mains que l'expert désigné prêtera serment.

Comme les experts désignés devront nécessairement, en vertu de l'article 7, alinéa 1er, être attachés à un laboratoire agréé et que de tels laboratoires, suivant les renseignements fournis au Conseil d'Etat, seront peu nombreux, la question pourra se poser de savoir comment les intéressés s'acquitteront de la formalité du serment, s'ils sont obligés de se présenter à cet effet devant un magistrat attaché à un arrondissement judiciaire autre que celui dans lequel ils sont domiciliés.

Les articles 7, 9, et 10 prévoient des délais.

Alors que les délais prévus à l'article 7 paraissent être des délais d'ordre, ceux dont il est fait mention à l'article 9, alinéas 1er et 3, semblent imposés à peine de nullité.

Pour éviter toute équivoque, il y aurait lieu de préciser lesquels, parmi ces divers délais, doivent être observés à peine de nullité.

Article 10.

Suivant le dernier alinéa de l'article 9, celui qui estime devoir faire procéder à une seconde analyse "doit user de ce droit dans les quinze jours à compter du jour de la notification", mais aux termes de l'article 10, alinéa 1er : "la demande et la transmission sont réputées réalisées le lendemain du jour du dépôt à la poste, non compris les dimanches et jours fériés". Cette dernière phrase pourrait être interprétée comme ayant pour effet

de réduire à quatorze jours le délai de quinze jours fixé à l'article 9, puisque la demande n'est réputée réalisée que le lendemain du jour où elle est formulée. Cette disposition risque donc de créer une certaine insécurité juridique.

L'intention du Gouvernement étant vraisemblablement de déterminer par ce texte le point de départ du délai dans lequel les résultats de la seconde analyse devront être communiqués, il serait préférable de préciser que "la demande et la transmission sont réputées réalisées à l'égard du laboratoire ou de l'expert choisi le lendemain du jour du dépôt à la poste... ".

Une autre solution consisterait à prévoir que la demande doit être faite par pli recommandé à la poste avec accusé de réception et à faire courir le délai pour la seconde analyse à partir de la date réelle de la réception. Cette façon de procéder permettrait au laboratoire de disposer de l'entièreté du délai de quinze jours prévu par le projet.

Article 13.

Aux termes de l'article 13, alinéa 2: "Le Ministre de la Santé publique et de la Famille peut suspendre ou retirer l'agréation si les conditions énoncées aux articles précédents cessent d'être réunies ou s'il est mis obstacle à l'inspection prévue à l'alinéa précédent".

.../...

Suivant l'article 44 bis, § 4, alinéa 1er, du Code d'instruction criminelle, tel qu'il résulte de la loi du 15 avril 1958 : "L'analyse de l'échantillon sanguin est faite dans un des laboratoires agréés à cet effet par le Roi".

La mission d'agréer les laboratoires ayant été confiée au Roi, le pouvoir de retirer cette agréation ne peut être délégué par lui à une autre autorité.

Le problème se pose différemment pour la mesure provisoire que constitue la suspension de l'agréation. Il sera parfois nécessaire d'agir dans un délai très court pour sauvegarder les intérêts en cause et rien ne s'oppose à ce que le Roi confère au Ministre de la Santé publique et de la Famille le droit de suspendre l'agréation pour une période limitée, étant entendu que cette suspension cessera ses effets à la fin de la période si un arrêté royal n'est pas intervenu dans l'intervalle.

Le texte de cet alinéa pourrait être rédigé comme suit :

"Le Ministre de la Santé publique et de la Famille peut suspendre l'agréation pour une période de ... au maximum, si les conditions énoncées aux articles précédents cessent d'être réunies ou s'il est mis obstacle à l'inspection prévue à l'alinéa 1er.

Si un arrêté royal prolongeant la suspension ou retirant l'agréation n'intervient avant l'expiration de cette période, la suspension est levée".

\+

\+ \+

.../...

Le projet soulève, en outre, les observations de forme suivantes :

Le projet est divisé en deux chapitres.

Une telle façon de procéder peut être utile lorsque le texte du projet est assez long et que chaque chapitre traite d'une matière différente.Dans ce cas, chaque chapitre peut même avoir un intitulé.Tel n'étant pas le cas en l'espèce, le Conseil d'Etat propose d'omettre la division en chapitres.

Au premier alinéa du préambule, il faut mentionner non pas la loi du 15 avril 1958, qui est une loi purement modificative, mais les lois que cette loi modifie.

Le préambule doit se référer aussi à la loi du 1er août 1849 qui prévoit des sanctions en cas de refus des médecins d'obéir à la réquisition. Il devrait donc être rédigé comme suit :

"Vu l'article 44 bis du Code d'instruction criminelle;

Vu la loi du 1er juin 1849 sur la revision des tarifs en matière criminelle, notamment l'article 10;

Vu la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et du règlement sur la police du roulage, notamment l'article 4 bis y inséré par la loi du 15 avril 1958;

.../...

Vu la loi du 15 avril 1958 modifiant le Code d'instruction criminelle, la loi précitée du 1er août 1899 et l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse, notamment l'article 7;".

+

+ +

La fin de l'article 2 pourrait être rédigée comme suit : "... dont le modèle est annexé au présent arrêté".

A l'article 7, alinéa 1er, il faut écrire : "l'analyse du sang" ; à l'alinéa 2 : "l'échantillon de sang".

Le texte néerlandais du même article, troisième alinéa, in fine, serait mieux rédigé comme suit :

"... Wat van het staal overblijft,wordt in het laboratorium waaraan de deskundige verbonden is, bewaard gedurende drie maanden, te rekenen vanaf de bloedafneming".

In fine de l'article 8, il y a lieu d'insérer le mot "ainsi" entre les mots "agencé" et "qu'il".

.../...

Le texte néerlandais de l'article 9, troisième alinéa, serait mieux rédigé comme suit :

"De betrokkene wordt terzelfdertijd gewaarschuwd dat hij, indien hij een tweede analyse meent te moeten laten verrichten, van dit recht moet gebruik maken ...".

A l'article 10, alinéa 1er, il y a lieu de remplacer le mot "précédent" par "9".

A l'alinéa 3 du même article, il y a lieu d'écrire : "à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande".

Dans la version néerlandaise du même article, le quatrième alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"... De in artikel 7 voorgeschreven bewaring van wat van het staal overblijft, is in dit geval opgedragen aan het laboratorium waar de nieuwe analyse verricht wordt".

A l'article 11, il est superflu de reprendre l'intitulé de la loi du 1er août 1899.

A l'article 12, alinéa 1er, le mot "précédent" doit être remplacé par "11".

.../...

Dans le corps du 1° du même article, les mots : "lorsqu'elle est requise" sont superflus; in fine du même 1°, il faut lire : "biologiques". Pour la version néerlandaise du 1°, in fine, la rédaction suivante est proposée : "... uit het bewijs dat hij gedurende ten minste vijf jaren de praktijk van biologische analyses heeft uitgeoefend".

Le 3° du même article serait mieux rédigé comme suit :

"3° qu'un service de réception des échantillons de sang y est organisé".

---

Het ontwerp is vastgesteld ter uitvoering van de wet van 15 maart 1958 tot wijziging van het Wetboek van strafvordering, van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer, en van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap.

Het doel ervan is :

1° de datum te bepalen waarop evengenoemde wet in werking treedt ;

2° nadere regelen te stellen terzake van de in de wet voorgeschreven bloedproeven en van de ontlening van bloedstalen.

Er is stof tot enige opmerkingen.

Artikel 1, eerste lid.

De geneesheer die weigert een bloedproef te verrichten wanneer hij daartoe wordt opgevorderd, wordt gestraft met de straffen bepaald in artikel 10 van de wet van 1 juni 1849 over de herziening der tarieven van gerechtskosten in strafzaken.

Deze tekst uit een wet waarvan de inhoud niet onmiddellijk uit het opschrift blijkt, zullen weinig buitenstaanders kennen. Ofschoon het niet gebruikelijk is, in een verordening wetsbepalingen in herinnering te brengen, ware het dan ook misschien dienstig naar de wet van 1 juni 1849 te verwijzen, zowel in de tekst van het ontwerp als in het formulier

.../...

dat moet worden ingevuld bij het nemen van een bloedstaal, zodat de aandacht van de geneesheren wordt gevestigd op de gevolgen van een eventuele weigering.

Deze verwijzing zou vooraan in het hier besproken lid een plaats moeten vinden.

Het lijkt meer in de rede te liggen, de opsomming van de gevallen waarin de geneesheer zich kan onthouden de bloedproef te verrichten, te beginnen met het geval dat hij zich alleen onthoudt op grond van zijn objectieve bevindingen.

Tweede lid.

Zoals ze gesteld is, leent zich de bepaling die de geneesheer toestaat het verslag onder gesloten omslag te overhandigen, tot tweeërlei uitlegging. Volgens de eerste moet het verslag altijd worden overhandigd aan de opvorderende overheid; is deze geen magistraat, dan mag het onder gesloten omslag worden overhandigd. Volgens de tweede zou het verslag mogen worden overhandigd aan een magistraat die niet de opvorderende overheid is; in dat geval zou het ook onder gesloten omslag mogen worden overhandigd.

De hierna voor artikel 1 voorgestelde tekst gaat uit van de meest waarschijnlijk te achten interpretatie, de eerste ; ook werden enige vormwijzigingen aangebracht:

.../...

"Op straffe van de sancties bepaald in artikel 10 van de wet van 1 juni 1849 over de herziening der tarieven van gerechtskosten in strafzaken, mag de geneesheer die ,krachtens artikel 44bis van het Wetboek van strafvordering of krachtens artikel 4bis van de wet van 1 augustus 1899, wordt opgevorderd om een bloedproef te verrichten, zich daarvan slechts onthouden wanneer zijn bevindingen een formele contra-indicatie tegen deze maatregel opleveren of wanneer hij de redenen welke degene op wie de bloedproef moet worden verricht, aanvoert om zich eraan te onttrekken, als gegrond erkent".

## Artikel 7.

Artikel 7, vierde lid, bepaalt dat § 2 van artikel 44bis van het Wetboek van strafvordering toepasselijk is op de deskundige die aangezocht wordt om de analyse te verrichten. Zo geformuleerd, verplicht deze bepaling degenen die de inhoud ervan moeten kennen - en dit kunnen er velen zijn bij een regeling als die van het ontwerp - het aangehaalde artikel op te slaan om te weten dat zij een eed moeten afleggen. Het ware dan ook beter in het besluit uitdrukkelijk te bepalen, dat de deskundige de eed aflegt, zijn verslag uit te brengen en zijn advies te geven in eer en geweten.

Volgens artikel 44 van het Wetboek van strafvordering, waar § 2 van artikel 44bis naar verwijst, wordt de eed afgelegd voor de"procureur des Konings"; is een onderzoeksrechter met de zaak belast, dan legt de aangestelde deskundige, bij toepassing van artikel 59 van hetzelfde Wetboek, in diens handen de eed af.

De aangestelde deskundigen zullen krachtens artikel 7, eerste lid, noodzakelijk aan een erkend laboratorium moeten zijn verbonden ; veel zulke laboratoria zullen er niet zijn, naar aan de Raad van State is gezegd; het kan dan ook de vraag worden hoe de belanghebbenden zich van hun eedplicht zullen kwijten als zij zich daarvoor moeten melden bij een magistraat van een ander gerechtelijk arrondissement dan dat van hun woonplaats.

De artikelen 7, 9 en 10 stellen termijnen vast.

Terwijl de termijnen van artikel 7 termijnen van orde schijnen te zijn, lijken die van artikel 9, eerste en derde lid, op straffe van nietigheid te zijn voorgeschreven.

Om misverstand te voorkomen, bepale men welke van die termijnen op straffe van nietigheid zijn voorgeschreven.

## Artikel 10.

Luidens het laatste lid van artikel 9 moet hij die van oordeel is een tweede analyse te moeten laten verrichten "van dit recht gebruik maken binnen vijftien dagen, te rekenen van de dag der kennisgeving", maar volgens artikel 10, eerste lid, "worden de aanvraag en de toezending geacht te zijn uitgevoerd de dag na die waarop ze ter post zijn afgegeven, de zondagen en feestdagen daarin niet begrepen". Het is mogelijk die laatste zin zo te verstaan, dat hij de in artikel 9 gestelde termijn van

.../...

vijftien dagen tot veertien dagen vermindert, aangezien de aanvraag wordt geacht slechts te zijn "uitgevoerd" de dag na die waarop ze is geformuleerd. Deze bepaling kan dus tot enige rechtsonzekerheid leiden.

Aangezien de bedoeling van die tekst waarschijnlijk is te bepalen wanneer de termijn ingaat binnen welke de uitslag van de tweede ontleding kenbaar moet worden gemaakt, ware het verkieslijk te preciseren dat "de aanvraag en de toezending worden geacht ten aanzien van het laboratorium of van de gekozen deskundige te zijn gedaan de dag na die waarop de afgifte ter post heeft plaatsgehad ...".

Een andere oplossing ware, te bepalen dat de aanvraag bij een ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst moet worden gedaan en dan de termijn voor de tweede analyse te doen ingaan de dag waarop de aanvraag werkelijk is ingekomen. Op die wijze zou het laboratorium beschikken over de volle termijn van vijftien dagen die het ontwerp stelt.

## Artikel 13.

Luidens artikel 13, tweede lid, "kan de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin de erkenning opschorten of intrekken indien aan de gezamenlijke voorwaarden, vermeld in de voorgaande artikelen, niet meer voldaan is of indien de inspectie, bepaald in het vorig lid, verhinderd wordt".

.../...

Volgens artikel 44bis, § 4, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering, zoals het er uitziet na de wet van 15 april 1958, "wordt het bloedstaal ontleed in een van de door de Koning daartoe erkende laboratoria".

De Koning, die dus met de erkenning van laboratoria is belast, kan bevoegdheid tot het intrekken van die erkenning niet aan een andere overheid overdragen.

Met de voorlopige maatregel tot schorsing van de erkenning is het anders gesteld. Soms kan optreden binnen zeer korte termijn nodig zijn voor de vrijwaring van de belangen in kwestie ; niets belet de Koning de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin te machtigen om de erkenning voor beperkte tijd te schorsen, mits deze schorsing na verloop van die tijd ophoudt als inmiddels geen koninklijk besluit is genomen.

De tekst van dit lid kan als volgt worden gelezen :

"De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin kan de erkenning voor een periode van ten hoogste ... schorsen, indien aan de voorwaarden van de voorgaande artikelen niet langer wordt voldaan of indien de in het eerste lid voorgeschreven inspectie wordt tegengewerkt.

Wordt vóór het verstrijken van die periode geen koninklijk besluit tot verlenging van de schorsing of tot intrekking van de erkenning genomen, dan wordt de schorsing opgeheven".

\+

\+ \+

/

Over de vorm van het ontwerp is nog het volgende op te merken :

Er zijn in het ontwerp twee hoofdstukken.

Zulke schikking kan dienstig zijn in een vrij lang ontwerp, waar ieder hoofdstuk een andere stof behandelt. In dit geval, kan zelfs ieder hoofdstuk een opschrift krijgen. Dit is hier niet het geval en daarom stelt de Raad van State voor, de indeling in hoofdstukken te laten vervallen.

In het eerste lid van de aanhef vermelde men niet de wet van 15 april 1958, die alleen maar heeft gewijzigd, maar de wetten die door haar zijn gewijzigd.

Ook ware te verwijzen naar de wet van 1 augustus 1849 die straffen stelt voor geneesheren die weigeren aan de opvordering gevolg te geven. De aanhef zou er dan als volgt uitzien :

"Gelet op artikel 44bis van het Wetboek van strafvordering ;

Gelet op de wet van 1 juni 1849 over de herziening der tarieven van gerechtskosten in strafzaken, inzonderheid op artikel 10 ;

Gelet op de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer, inzonderheid op artikel 4bis, ingevoegd door de wet van 15 april 1958 ;

.../...

Gelet op de wet van 15 april 1958 tot wijziging van het Wetboek van strafvordering, van evengenoemde wet van 1 augustus 1899 en van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap, inzonderheid op artikel 7;".

\+

\+ +

Het slot van artikel 2 kan als volgt worden gelezen : "... waarvan het model bij dit besluit is gevoegd".

In artikel 7, eerste lid, leze men in de Franse tekst : "l'analyse du sang"; in het tweede lid : "l'échantillon de sang".

Hetzelfde artikel, derde lid, in fine, worde gelezen als volgt :

"... Wat van het staal overblijft, wordt in het laboratorium waaraan de deskundige verbonden is, bewaard gedurende drie maanden, te rekenen vanaf de bloedafneming".

Aan het slot van artikel 8, Franse tekst, voege men het woord "ainsi" in tussen "agencé" en "qu'il".

.../ ...

Artikel 9, derde lid, zou beter luiden als volgt :

"De betrokkene wordt terzelfdertijd gewaarschuwd dat hij, indien hij een tweede analyse meent te moeten laten verrichten, van dit recht moet gebruik maken ...".

In artikel 10, eerste lid, vervange men de woorden "het voorgaand artikel" door:"artikel 9".

In het derde lid van hetzelfde artikel leze men : "bij het verstrijken van een termijn van vijftien dagen, te rekenen van het ontvangen der aanvraag".

Het vierde lid van hetzelfde artikel leze men als volgt :

"... De in artikel 7 voorgeschreven bewaring van wat van het staal overblijft,is in dit geval opgedragen aan het laboratorium waar de nieuwe analyse verricht wordt".

In artikel 11 moet het opschrift van de wet van 1 augustus 1899 niet worden herhaald.

In artikel 12, eerste lid, vervange men de woorden "het voorgaand artikel" door : "artikel 11".

.../...

In de tekst onder 1° van hetzelfde artikel zijn de woorden : "wanneer ze gevorderd wordt" overbodig ; voor het slot van de tekst onder 1° wordt de volgende redactie aanbevolen : "... uit het bewijs dat hij gedurende ten minste vijf jaren de praktijk van bilogische analyses heeft uitgeoefend"; in de Franse tekst leze men "biologiques".

De tekst onder 3° van hetzelfde artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"3° dat in het laboratorium een dienst voor het in ontvangst nemen van de bloedstalen georganiseerd is".

---

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
J. LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. E. JOACHIM, auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. JOACHIM, auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.